



Bernard Auby
Maire de Cébazat
Conseiller général
du canton de Gerzat

Taxe professionnelle : nos communes en danger

Lors de sa dernière intervention télévisée, le président de la République a annoncé la suppression de la taxe professionnelle. Quand on sait que cette taxe professionnelle est au cœur du financement de nos collectivités, alors que de toute part, l'État se désengage trop, c'est trop pour nos communes !

Longtemps critiquée, aujourd'hui, réformes après réformes, cette taxe a montré sa pertinence. Elle arrive seulement en sixième position dans les critères d'une entreprise pour le choix de son implantation sur un territoire. C'est dire que cette taxe n'est pas un frein à la vie et à la dynamique même des entreprises. Faire croire que sa suppression éviterait les délocalisations est une contre-vérité reconnue sur tous les bancs de notre échiquier politique et du monde économique.

Pas une association d'élus n'a été consultée. Associations pluralistes, toutes se disent choquées par la méthode. Pas une n'approuve la décision. Toutes s'inquiètent sur les mesures pour sortir de l'impasse.

22 milliards d'euros, certains experts parlent même de 27 milliards d'euros, voilà le coût d'une réforme improvisée et dont l'utilité reste à prouver.

Deux solutions sont envisageables pour limiter les dégâts :

- l'État compense intégralement ce manque de recettes aux collectivités et de fait, il creuse le déficit du budget national : peu raisonnable dans le contexte actuel ;
- on nous distille un galimatias de mesures, style taxe carbone, taxe sur les produits pétroliers... La boucle est bouclée, ce que ne paiera pas l'entreprise sera payé par les citoyens de base.

Ce que veulent les maires pour leur commune, ce sont des recettes pérennes, des recettes dynamiques en relation avec leur territoire.

Même le Comité Balladur, en pleine réflexion sur les collectivités, juge qu'il n'est pas envisageable que soient rompus tous les liens fiscaux entre l'activité économique des entreprises et les territoires sur lesquels elles sont implantées.

Ce débat sur la taxe professionnelle mérite mieux qu'une annonce au 20 Heures par le président de la République. Dans nos communes, nos équipements, nos infrastructures, nos services ne sont ni de droite ni de gauche ni du centre. Tout simplement, ils correspondent à un besoin de nos concitoyens pour vivre une vie décente.

Nos communes sont le cœur de notre démocratie. Elles sont dans le quotidien, dans la proximité. Elles représentent un territoire et une identité. Vouloir les priver de recettes pour des raisons idéologiques serait une faute grave.

Monsieur le Président de la République, votre rôle est d'unir les Français et non de créer une inquiétude au plus près de leur lieu de vie. Écoutez les associations d'élus. Les maires de France, toutes tendances politiques confondues, sont capables de dépasser les clivages partisans. Ils sont capables de vous apporter la voix des territoires, le bon sens et l'expérience.